

j'enrage !

J'enrage de voir nos enfants si peu concernés par l'art et la culture. J'enrage de voir les forces de l'argent, si présentes et si efficaces sur le marché de l'imaginaire. J'enrage de voir les jeunes *cerveaux disponibles* servis, telles des offrandes, aux annonceurs et autres vendeurs de boissons gazeuses. J'enrage de constater que l'Éducation nationale, malgré les efforts de générations successives de militants, artistes et pédagogues, et quelques avancées institutionnelles, reste aussi hermétique à la dimension sensible et symbolique de l'art. J'enrage d'observer la valse-hésitation des pouvoirs publics, *tantôt je relance, tantôt j'étouffe* les initiatives d'éducation artistique et culturelle. J'enrage des moyens dérisoires consacrés, en France, aux politiques éducatives de l'art et de la culture. J'enrage du peu de temps et d'espace disponibles dans les horaires d'éducation, pour les aventures artistiques. J'enrage qu'après cinquante années d'efforts, les politiques culturelles demeurent si peu conscientes de l'importance des enjeux éducatifs. J'enrage de la myopie institutionnelle, de la surdité politique, de la futilité des médias, des corporatismes stérilisants qui empêchent toute avancée véritable d'une politique pourtant indispensable. Mais de quoi parlons-nous ? Qu'en est-il de l'éducation artistique et culturelle ? Quels sont les enjeux ? Les perspectives ? Nos enfants ont-ils droit à l'art et à la culture ?

1. un paradoxe

Imaginons un monde (le nôtre par exemple), dans lequel les enfants, tous les enfants (les vôtres par exemple), recevraient une véritable éducation artistique et culturelle, dès le plus jeune âge. Imaginons une École, des centres de loisirs, des ateliers multiples, permettant à chacun une pratique exigeante et continue d'une ou plusieurs formes artistiques, individuelles ou collectives. Imaginons des enfants qui découvrent puis fréquentent, tout au long de leur scolarité, des théâtres, des musées, des concerts, des bibliothèques, des cinémas... forgeant progressivement leur goût et leur intérêt pour la création contemporaine ou patrimoniale. Imaginons qu'aux savoirs fondamentaux et à la culture commune, bases de l'École républicaine, s'ajoutent désormais l'indispensable ouverture à l'expression et à la sensibilité artistiques, hors desquelles les individus comme les sociétés demeurent désespérément hémiplegiques. Imaginons des enseignants prolongeant leurs enseignements par des démarches de projets artistiques variés avec leurs élèves, recevant l'aide et le soutien d'artistes compétents. Imaginons des artistes, auteurs, interprètes, techniciens, consacrant une part de leur énergie et de leur travail à la rencontre et à la transmission avec des groupes d'élèves. Imaginons des IUFM (Instituts universitaires de formation des maîtres), offrant à chaque futur enseignant une sensibilisation et une formation véritables à l'élaboration et à la conduite de tels projets. Imaginons des écoles d'art, des conservatoires,

des formations artistiques intégrant la dimension pédagogique à leur formation, préparant les artistes qui le souhaitent à l'exercice de cette mission nouvelle d'éducation. Imaginons que chaque établissement scolaire élabore dorénavant un projet artistique et culturel, en partenariat avec toutes les ressources artistiques environnantes. Imaginons que chaque institution ou structure artistique ou culturelle conduise un projet éducatif cohérent, conçu en partenariat avec le monde de l'éducation. Imaginons des fédérations de parents, des syndicats enseignants et artistiques, s'associant pour défendre et promouvoir des telles propositions. Imaginons un monde médiatique, presse, audiovisuel, qui rendrait compte de ces actions et ferait connaître au grand public, à la fois la nécessité et le sens de ces démarches. Imaginons un ministère de l'Éducation nationale inscrivant la dimension artistique et culturelle au cœur de ses orientations, au moins autant que l'éducation physique et sportive. Imaginons un ministère de la Culture s'engageant véritablement, avec la création artistique et la diffusion des œuvres, vers l'éducation des publics, accordant une priorité effective à l'enfance et à la jeunesse. Imaginons des collectivités territoriales (Régions, Départements, Communes, Communautés d'agglomérations) associées à un grand projet national d'éducation artistique et culturelle, permettant notamment aux établissements dont ils ont la charge de disposer d'espaces adaptés aux pratiques artistiques (au même titre que les gymnases et les stades permettent les activités sportives). Imaginons...

En vérité, depuis plus d'un demi-siècle, nous avons été nombreux à imaginer de telles évolutions, à la fois dans le domaine culturel et dans le monde éducatif. Artistes, enseignants, éducateurs, parents, responsables éducatifs et culturels, élus, médiateurs, militants associatifs, nous avons été nombreux à innover, à militer, à nous engager dans des actions mettant en évidence l'intérêt majeur de l'éducation artistique et culturelle. Nous avons été nombreux et avons même remporté quelques victoires. Au sein de l'Éducation nationale : des *Projets d'action éducative aux Classes à projet artistique et culturel*, des *Ateliers de pratique*

artistique aux Options théâtre, danse ou cinéma au baccalauréat, des Jumelages entre établissements scolaires et culturels aux Pôles nationaux de ressources... Des Missions pour l'action culturelle dans les Rectorats à la Loi de 1988 sur les enseignements artistiques, jusqu'au Plan à cinq ans pour les arts à l'école, les étapes n'ont pas manqué, inscrivant progressivement l'idée même de l'éducation artistique comme élément majeur d'innovation et d'adaptation à la fois de l'École et des institutions culturelles. Avec les collectivités territoriales, ce furent aussi les Plans locaux pour l'éducation artistique, les Sites départementaux, les opérations Danse à l'école, École ou collège et cinéma, mais également les très nombreuses initiatives locales, tel ce Réseau de ressources culturelles de Castres, qui fut exemplaire dans sa volonté de coordination au niveau d'une ville, ou ces Parcours culturels proposés aux enfants d'Annecy. Et combien d'associations, locales ou nationales, investies dans ce champ d'activité, des plus importantes (La Ligue de l'enseignement et ses Fédérations des œuvres laïques, Les Jeunesses musicales de France) aux plus modestes qui accompagnent les enfants et les jeunes dans leurs premières aventures artistiques. La liste pourrait être longue. Et pourtant ! La situation est aujourd'hui paradoxale.

D'un côté, une grande part du monde de la culture, de ses professionnels et de ses responsables politiques, semble avoir perçu l'importance de l'éducation artistique et culturelle. Les ministres qui se succèdent Rue de Valois affirment, les uns après les autres, le plus souvent avec conviction, que ce chantier devrait être prioritaire. Dans les structures et les institutions culturelles, les services éducatifs fleurissent qui font au monde enseignant des offres multiples de collaborations. Signe du temps : le Syndecac¹, principal syndicat de directeurs d'entreprises artistiques et culturelles, a récemment voté une motion unanime appelant à la mobilisation dans ce domaine. De plus, pas un colloque,

1. Syndicat national des entreprises artistiques et culturelles. Assemblée générale. Juin 2004.

un séminaire, une rencontre, pas un rapport qui n'insiste sur l'urgence d'un tel développement pour donner sens aux politiques culturelles, pour, enfin, *élargir le cercle des connaisseurs*. La mobilisation s'accroît.

Or, dans le même temps, l'institution scolaire résiste au développement réel de ces activités. Malgré d'innombrables expériences probantes, malgré quelques avancées institutionnelles incontestables, malgré l'engagement de nombreux enseignants faisant preuve d'une générosité extrême, malgré le volontarisme de certains ministres, la situation faite à l'art et à la culture au sein de l'Éducation nationale demeure marginale et d'une fragilité extrême. La période récente l'a démontré à nouveau. Après une année de débats publics, malgré l'intervention de plusieurs centaines de personnalités, acteurs de terrain, associations et mouvements d'éducation à la faveur d'une pétition nationale remise à la commission chargée de sa rédaction, le dernier Rapport sur l'avenir de l'École²... ne consacrait pas une ligne à ce thème ! Si le projet de loi d'orientation sur l'éducation, en débat à l'heure où nous écrivons, reprend en annexe quelques indications sur le sujet, les choix structurels et budgétaires démontrent le peu d'intérêt porté à ce domaine. Rue de Grenelle « *le message est double : consolider et approfondir les actions plutôt que les disperser ; valoriser la qualité des projets plutôt que leur quantité* ».³ Vaste programme de développement ! Dans de nombreuses Académies, le découragement s'installe, les crédits diminuent, les projets se réduisent, les formations s'amenuisent, la légitimité même de ces actions est mise en cause. Plus largement, dans le champ de l'Éducation nationale, l'état d'esprit est à la nostalgie et à la *réhabilitation du travail* allègrement confondu avec le labeur, au mérite individuel stupidement opposé à la réussite collective, à la dictature de la raison sur la sensibilité, au rappel de l'autorité trop vite confondue avec

2. *Pour la réussite de tous les élèves*. Rapport de la Commission du débat national sur l'avenir de l'École présidée par Claude Thélot. La Documentation française, Paris, 2004.

3. Discours de François Fillon, ministre de l'Éducation nationale. 4 janvier 2005.

*Qu'aurons-nous fait pour permettre à chacun
de distinguer entre l'œuvre et le produit,
le sens et la marchandise ?*

le pouvoir et la soumission, caricaturant au passage toute pédagogie de projet jugée laxiste et inefficace. Sur ce front, comme sur d'autres, la restauration idéologique semble en marche, reflet de l'air du temps. En témoigne le succès considérable du film *Être et avoir*, image désuète d'une école rurale des années 50 largement plébiscitée par le public. Dans ce contexte général, lorsqu'ils ne l'ignorent pas totalement, certains voudraient maintenir l'éducation artistique et culturelle hors de l'École, confinée dans la sphère privée du loisir individuel, accentuant ainsi les inégalités évidentes observées dans ce domaine.

Peut-on se satisfaire de cette situation ? À l'heure où nos enfants passent un temps considérable devant la télévision ; à l'heure de la grande fragmentation sociale et de l'individualisme triomphant ; à l'heure où le monde devient chaque jour plus complexe à percevoir ; à l'heure d'Internet et des bouleversements technologiques sans précédent ; à l'heure où des flots d'images et d'informations se déversent sur les jeunes, la question des rapports entre l'éducation, l'art et la culture se pose avec la plus grande acuité. Qu'aurons-nous fait pour permettre aux générations qui nous suivent de s'approprier avec intelligence le monde de l'art et de la culture ? Qu'aurons-nous fait pour mettre en place, dans les établissements scolaires, dans les institutions et les structures culturelles, dans les associations, les villes, les territoires, des actions et des structures indispensables pour assurer à nos enfants une éducation artistique et culturelle de qualité ? Qu'aurons-nous fait pour atténuer, sinon inverser, les inégalités sociales, géographiques ou familiales qui règnent dans ce domaine ? Qu'aurons-nous fait pour permettre à chacun de distinguer entre *l'œuvre* et *le produit*, le sens et la marchandise, l'échange authentique et le seul commerce ?

Ces questions concernent toutes les politiques éducatives et culturelles, ceux qui les élaborent et les mettent en œuvre mais également, bien entendu, tous les citoyens que nous sommes : parents, enseignants, artistes et responsables culturels, élus. Il est urgent de porter le débat sur la scène publique, de clarifier les termes et les enjeux, d'imaginer les conditions concrètes du développement d'une véritable politique de l'éducation artistique et culturelle dans notre pays. Les transformations du monde nous y incitent.